



Premier ministre

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 8 avril 2019

**Discours de M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre
Restitution du Grand débat national
Paris, le lundi 8 avril 2019**

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires, les maires, les élus,
Mesdames et Messieurs les Directeurs d'administrations,
Mesdames et Messieurs les Garants du Grand débat national,
Mesdames et Messieurs.

Trois mois environ après son lancement par le président de la République, le Grand débat national s'achève aujourd'hui. Ces trois mois ont été intenses. Ils ont pu paraître trop courts à certains, ils ont peut-être paru trop longs à d'autres. Je crois qu'ils étaient nécessaires, nécessaires pour donner la parole aux Français. On regrette parfois l'accélération et la brutalité du débat public, l'accélération et la brutalité du temps politique. On ne doit pas, je crois, si on la regrette, s'impatienter dès qu'on donne la parole aux Français. Ce temps que nous avons consacré à un Grand débat national, il était nécessaire, pour laisser à chacun, la possibilité de s'exprimer, et il était nécessaire pour écouter. Si on ne prend pas le temps d'écouter, en général, on n'entend pas bien. Il était nécessaire pour laisser les thématiques que nous avons retenues s'installer dans le débat public. Ça ne prend pas comme ça. Et c'était aussi nécessaire d'avoir du temps pour laisser le temps à d'autres thématiques qui n'avaient pas été posées dans le débat public, d'émerger et de prendre leur importance.

Mes premiers mots sont des mots de remerciement, de remerciement aux Français, à tous ceux qui ont pris le temps d'écrire une contribution, de répondre à un questionnaire en ligne, de remplir un des 16 000 cahiers citoyens disponibles dans les mairies -en vérité plus de 16 000 cahiers, puisque c'est dans 16 000 mairies qu'il y a eu des cahiers - tous ceux qui ont pris le temps de participer à des réunions publiques. J'ai moi-même assisté à quelques-unes de ces réunions, à Lenax, dans l'Allier, Madame la Députée, à Sartrouville, dans les Yvelines, dans d'autres endroits de France, avec des réunions où il y avait parfois beaucoup de monde et d'autres, beaucoup moins. Toutes ces réunions ont été passionnantes. Elles ont permis, et tous les Français qui se sont exprimés ont dit et ont souhaité réfléchir sur l'avenir de leur pays. Ils se sont interrogés sur ce qui fonctionne, parce qu'il y a des choses qui fonctionnent - c'est

d'ailleurs réjouissant de constater qu'à l'occasion des débats nos concitoyens pointent du doigt des choses qui fonctionnent - et puis aussi de permettre d'identifier et de réfléchir sur ce qui ne fonctionne pas ou sur ce qui fonctionne mal. C'est un temps où nos concitoyens ont échangés entre eux, où ils se sont écoutés. Contrairement à ce que certains redoutaient, ces réunions publiques se sont déroulées dans des conditions d'ordre public exemplaires. Vous l'avez dit, Madame, tout à l'heure à juste titre, ces réunions ont fait honneur à leurs participants. Elles ont fait honneur à notre pays, dont chacun sait le goût pour la politique, l'envie de nos concitoyens de refaire le monde, de refaire la France. Elles ont fait honneur, d'une certaine façon, au débat démocratique, en étant très loin des exemples de violence que d'autres se complaisent à donner chaque samedi.

À l'occasion de ces réunions, je crois pouvoir dire que nous avons reconquis des espaces publics dans lesquels il est possible d'échanger avec respect plutôt que de s'insulter dans l'anonymat. Et si j'insiste, c'est parce qu'il y a trois mois, lorsque nous avons lancé le Grand débat beaucoup - pas forcément d'ailleurs ceux qui étaient hostiles par principe au Grand débat- étaient très inquiets sur la capacité que nous aurions à tenir des réunions dans des conditions d'ordre et de respect, et d'écoute satisfaisants. Cela a été possible. Je voudrais remercier les garants du Grand débat, les remercier d'avoir accepté une mission que d'autres ont refusée. Accepter une telle responsabilité, c'est forcément s'exposer.

Dans ce débat, rien ne devait être caché. Certes, et vous l'avez dit, nous avons un peu cadré les choses pour lancer la discussion. Mais très vite, évidemment, c'est la liberté de parole qui a pris le relai. Toutes les données sont désormais disponibles, elles sont ouvertes à tous ceux qui voudront les analyser. Il n'y a pas une lecture officielle du Grand débat. Il y a des données qui sont disponibles pour que chacun puisse les saisir, les interroger, s'en inspirer, le cas échéant contester, la façon dont nous les lirions ou dont elles ont été lues ce matin. Et ces données seront disponibles aussi longtemps que nécessaire. Cet engagement de transparence, nous le devons aux Français et je voudrais remercier, je le dis, les garants de leur regard scrupuleux, exigeant, qui nous a parfois conduit à nous remettre en question dans les choix d'organisation qui pouvaient être proposés. Leurs conseils, leurs critiques nous ont aidés à bâtir une méthode innovante, sans doute perfectible, mais honnête, ce qui était l'essentiel.

Je voudrais aussi remercier les représentants et les membres des trois assemblées qui ont joué le jeu de cet exercice de démocratie participative, je salue notamment la présence du président BERNASCONI. Je voudrais remercier les formations politiques, celles de la majorité comme celles de l'opposition, qui ont organisé, facilité, fait en sorte que la tenue des réunions publiques soit possible. Je voudrais aussi remercier des élus locaux, à commencer par les maires de France, sans qui ce débat n'aurait eu de grand que le nom. Très vite ils ont ouvert des cahiers dans leur mairie, partout ils ont accepté de prêter des salles. Beaucoup ont participé à des réunions, beaucoup l'ont fait avec une forme de distance tout à fait légitime et que je comprends parfaitement parce qu'ils ont considéré que l'important était l'expression, et pas forcément qu'il leur revenait à eux de répondre à des questionnements. Enfin je voudrais remercier les organisations syndicales, les associations qui ont relayé cet appel au débat et qui ont participé aux conférences nationales thématiques, sans oublier les médias qui d'une certaine façon ont eux aussi su innover pour se mettre au diapason de ce grand moment de démocratie participative et rendre visible de nombreux échanges citoyens, parfois rudes – j'en ai connu – mais, je le redis, toujours respectueux. Merci enfin, si vous me le permettez, à la Mission du Grand débat qui n'est pas l'organisme le plus visible dans la réalisation et l'organisation de ce Grand débat mais qui est fait de femmes et d'hommes qui ont été la

cheville ouvrière et qui ont rendu possible cette expérience inédite. Et merci aussi aux deux ministres qui ont animé et organisé les choses.

Pardon si ces remerciements vous semblent un peu longs, mais après tout ils en disent long aussi : ce succès, celui du Grand débat, ça n'est pas le succès du Gouvernement c'est celui des Français, de tous les Français. Le président de la République en a lancé l'idée, nous en avons conçu les outils, mais une proposition et des outils à eux seuls, ça ne fait pas un débat. Un débat ça ne marche que si des femmes et des hommes s'en emparent, s'ils le nourrissent, s'ils le modifient, s'ils le densifient, s'ils l'agitent et cela il n'y a que l'intelligence collective qui en est capable, et en l'occurrence celle du peuple français.

Alors c'est évidemment difficile de résumer en quelques mots, ou par un discours, les dizaines de millions de mots et les centaines de milliers d'idées qui ont été exprimées par nos concitoyens. Nous avons essayé de le faire ce matin en toute honnêteté mais quel que soit son format, toute synthèse paraîtra toujours un peu réductrice. Nous n'avons pas ce matin évoqué des choses que j'ai moi-même entendues dans des débats. Je pense par exemple à ces remarques assez récurrentes formulées par des femmes et singulièrement par des femmes qui élevaient des enfants et qui disaient combien le non-respect des pensions alimentaires les mettait elles, indépendamment de l'État, dans une situation d'une immense fragilité. Nous n'avons pas évoqué ce matin les situations individuelles mais souvent évoquées de femmes là aussi travaillant dans le secteur de la dépendance, dans les EHPAD, multipliant les contrats courts dans des conditions évidemment délicates et difficiles. Il n'est pas anormal que nous n'ayons pas pu évoquer toutes les situations individuelles qui étaient au cœur de ce Grand débat. Mais nous avons tous conscience ici que cette synthèse est forcément une synthèse et qu'elle n'a pas l'exhaustivité comme objectif.

Nous avons voulu un débat libre, un débat foisonnant - je tiens à ce terme - pour que toutes les nuances, pour que tous les possibles s'expriment. Et de fait, le débat était libre et foisonnant. On voit bien par exemple que la thématique de la santé s'est invitée dans les questions que nous avons posées aux Français : l'accès à un médecin traitant, l'organisation, l'accès au tissu hospitalier. Tous ces sujets sont au cœur des préoccupations des Français. Et je n'en suis pas surpris car dans ma vie de maire, depuis 2017, j'entends, nous entendons tous, cette préoccupation monter, cette difficulté d'accéder à un médecin, cette angoisse sourde et d'ailleurs pas toujours sourde lorsque le médecin traitant que l'on connaît depuis toujours part à la retraite et qu'il n'y a personne pour le remplacer. Cette angoisse existe, elle a été formulée pendant le Grand débat, elle n'était pas suscitée, il faut évidemment l'entendre et je tenais à l'indiquer ici et aujourd'hui.

Après avoir écouté avec attention la restitution qui a été faite ce matin, après avoir écouté avec une égale attention les Français que j'ai rencontrés dans le cadre des réunions publiques auxquelles j'ai participé, je retiens pour ma part, un immense besoin de justice et d'équité et 4 grands axes, 4 exigences. Certaines d'entre elles étaient déjà fortement ressenties et en cela le débat a permis de confirmer un certain nombre d'orientations. D'autres plus nouvelles impliquent de changer d'approche, de changer de méthode et peut-être même de changer d'échelle.

La première exigence est en fait une immense exaspération fiscale. Cette exaspération ne date pas d'hier. Mon Gouvernement en assume sa part de responsabilité. Il en a d'ailleurs tiré un certain nombre de conséquences en annulant la hausse de la taxe carbone. Mais bien avant la hausse de cette taxe, cette exaspération avait atteint des sommets dans toutes les catégories de

la population, dans les foyers comme dans les entreprises, les grandes mais surtout les petites. Dès notre arrivée, nous avons baissé les cotisations sociales, baissé la taxe d'habitation, baissé l'impôt sur les sociétés sans doute pas assez vite, sans doute pas assez fortement, sans doute pas assez clairement car manifestement cela n'a pas suffi à répondre au ras-le-bol. Notre pays a atteint aujourd'hui une sorte de tolérance fiscale zéro - je ne sais pas si on peut l'appeler comme ça - mais c'est souvent comme cela qu'elle est exprimée.

Les débats, je le crois nous indiquent clairement la direction à prendre : nous devons baisser et baisser plus vite les impôts.

Les Français ont aussi compris avec beaucoup de maturité, beaucoup plus en tout cas que certains acteurs institutionnels du débat politique, qu'on ne peut pas baisser les impôts si on ne baisse pas la dépense publique. Les Français ne veulent pas du «y'a qu'à faut qu'on». Ils ne nous disent pas seulement qu'il faut baisser les impôts, ils ne nous disent certainement pas qu'il faut creuser la dette et nous encouragent à prendre des responsabilités, à prendre des décisions et être responsables des décisions que nous prenons.

La deuxième exigence va avec cette priorité à la justice, c'est une exigence de fraternité, de proximité, de lien quotidien. Parmi les deux mots que j'évoquais certains reviennent avec une terrible régularité, c'est l'isolement, c'est l'abandon, c'est l'indifférence et le manque d'attention, le manque de considération. Nous vivons dans un pays où à certains endroits, on ne se voit plus ou on ne se parle plus. Et quant à son tour le service public ferme ou déménage, c'est l'État qui est bien souvent le dernier rempart qui abandonne aussi. La réponse à ce profond malaise consiste probablement à rétablir l'équilibre entre les métropoles et les communes qui se trouvent à l'extérieur des logiques métropolitaines. La bonne nouvelle c'est que je crois que c'est possible. Il y a 20 ans, 30 ans, l'enjeu c'était de rééquilibrer les activités et le dynamisme entre Paris et ce qu'on appelait la province. On y est assez largement parvenu. Notre pays dispose aujourd'hui de puissantes métropoles qui rayonnent en Europe, qui réussissent dans la mondialisation. On doit faire le même travail de rééquilibrage entre ses métropoles et les communes petites ou moyennes qui ont encaissé le choc, le contre choc d'une certaine façon de ce développement rapide et qui n'en profitent pas assez. On devra aussi peut-être revoir nos règles d'urbanisme qui ont bien souvent poussé à l'étalement et donc conduit à l'isolement et réorienter nos efforts d'investissement vers les transports du quotidien. Nous devons aussi adapter nos services publics pour qu'ils redeviennent des services de contact, pas uniquement numériques, humains. Tous ceux qui se sont exprimés proposent des solutions très concrètes, simples à mettre en œuvre et dont je ne crois pas qu'elles nécessitent de grands chambardements. Nous devons aussi déployer une culture de la simplicité. La complexité, surtout quand il s'agit de droit, quand il s'agit d'allocations par exemple, cette complexité elle finit toujours par exclure et donc par éloigner. J'ai demandé à vous, Mesdames et Messieurs les directeurs d'administration centrale, d'être présents aujourd'hui. Je connais votre dévouement et votre engagement au service de l'État. Je sais que beaucoup d'entre vous ont été marqués par les critiques parfois injustes qui ont été formulées à votre encontre. Je veux leur dire, à eux et à l'ensemble de ceux qui pilotent l'État que nous devons bâtir ensemble une organisation et un fonctionnement qui reposent sur la recherche d'une production beaucoup moins importante de normes et beaucoup plus importante de solutions, où le service aux usagers doit primer. C'est assez facile à formuler, c'est assez délicat à accomplir. Nous le savons tous. Mais ce n'est pas parce que c'est difficile qu'il faudrait dire du coup que ça ne serait pas important, c'est essentiel.

La troisième exigence, c'est une exigence démocratique. Le président de la République l'a dit, « nous ne sommes pas parvenus à réconcilier les Français avec ceux qui les dirigent ». Et il faudrait être d'un aveuglement absolu pour ne pas entendre, pour ne pas voir les mots très durs, très violents qu'une grande partie des contributions utilisent à l'encontre du Gouvernement, des élus ou des fonctionnaires. J'ai moi-même dû apprendre à gouverner avec cette défiance parce que parfois la bonne foi ne suffit pas. La bonne foi, c'est celle qui m'a, par exemple, conduit à instaurer les 80 km/h parce que je ne pouvais pas accepter l'hécatombe quotidienne qui brise des vies, des familles, des existences. Je voulais sauver des vies. On m'a accusé de vouloir remplir des caisses. Je ne me résigne pas à abandonner cette ambition en matière de sécurité routière. C'est une grande politique publique, au service de nos concitoyens, elle est indispensable. Mais je dois apprendre à composer avec l'incompréhension ou le rejet de certains de nos concitoyens. Renouer avec une forme de confiance, c'est le grand défi de notre génération politique.

Les Français nous demandent des choses simples. La première, c'est de mieux identifier qui fait quoi dans le millefeuille actuel et qui, ici, pourrait ne pas les comprendre ? La deuxième chose, c'est de construire les outils d'une démocratie plus délibérative. Elle existe déjà, à bien des égards, au niveau local, pas depuis si longtemps mais elle existe, et elle se développe. Elle reste assez largement à inventer au niveau de l'État. Nous nous sommes collectivement rendus compte que des structures qui étaient prévues à cet effet n'ont pas permis d'organiser le Grand débat et qu'il a donc fallu en imaginer d'autres. Le Grand débat se termine mais l'exigence de participation demeure. Et le président l'a dit, nous ne pourrions plus gouverner comme avant. Cette expérience, elle doit nous être utile pour bâtir une démocratie participative au long cours. Enfin, encore une fois, les Français n'ont pas été simplistes. Certains annonçaient la fin de la démocratie représentative, et l'avènement de ce qui aurait pu être une forme de démocratie directe et médiatique permanente. Ça n'est pas ce que les Français veulent. Ils sont exigeants. Ils veulent une démocratie plus représentative, plus transparente, plus efficace et une exemplarité encore renforcée. La dernière exigence est une urgence, une urgence climatique dont les Français ont une claire conscience. Une des nombreuses bonnes nouvelles de ce Grand débat, c'est que les Français, à la différence de nombreux autres peuples, ne sont pas climato-sceptiques. Ils savent que ce qui se joue en ce moment est essentiel. Je crois que nous pouvons collectivement être fiers de cette lucidité, fiers de cette exigence. Nos concitoyens nous disent qu'ils sont prêts à changer de comportement dans un grand nombre de domaines. En revanche, ils ne veulent plus que des taxes leur dictent ce qu'ils doivent faire et dans les cas où ils peuvent l'envisager, ils veulent que leurs produits financent des dispositifs d'accompagnement. Ces messages, nous les avons reçus cinq sur cinq, fort et clair, comme on dit parfois.

Ces 4 orientations, sans forcément faire l'unanimité font globalement consensus parmi les contributeurs. Elles ont le mérite d'être claires, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont faciles à atteindre. D'autant que, et c'est bien naturel, ces contributions font également ressortir un certain nombre de paradoxes ou de contradictions - ce n'est pas totalement anormal quand plus d'un million et demi de personnes s'expriment - mais il faut évidemment en tenir compte. Tout l'enjeu va donc maintenant consister à passer de ces éléments de consensus sur les exigences que j'ai évoquées, à des compromis démocratiques pour atteindre ces objectifs. Et ça c'est le travail de la démocratie représentative. Il reviendra bien entendu au président de la République de donner les grandes orientations, puis au Gouvernement de travailler avec le Parlement. Et ce travail devra évidemment s'effectuer avec les partenaires sociaux, avec les élus locaux, avec les acteurs associatifs.

Demain, devant l'Assemblée nationale puis mercredi devant le Sénat, j'aurai l'occasion d'en préciser les enjeux. Cet agenda des solutions obéira forcément à plusieurs échelles de temps. Mais une chose m'apparaît certaine : nous sommes parvenus à une situation où hésiter serait pire qu'une erreur, ce serait une faute. Le besoin de changement est si radical, que tout conservatisme, toute frilosité, serait à mes yeux impardonnables. Vous pouvez, Mesdames et Messieurs, compter sur ma détermination absolue, sur celle du Gouvernement pour faire du succès du Grand débat une chance pour les Français, une chance pour nos territoires, une chance pour notre avenir et une chance pour la France.

Je vous remercie.